

<https://ecoleemancipee.org/La-contestation-s-amplifie-ne-lachons-rien>



La contestation s'amplifie, ne lâchons rien !

- FSU - CDFN - CDFN 2020-2021 - CDFN mars 2021 -



Publication date: jeudi 18 mars 2021

Creation date: 18 avril 2021

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Je voudrais commencer par insister sur les aspects particulièrement difficiles de la situation que l'on traverse : on vit une crise sanitaire très anxiogène, on subit une crise sociale majeure, la jeunesse notamment est en pleine détresse. On a l'impression d'être spectateurs et spectatrices de ce qui se joue devant nous, comme captif-ves, sans pouvoir agir : on assiste impuissant-es au fiasco de la stratégie vaccinale, on subit le calendrier imposé par le covid (avec un temps très très long), et on subit le tempo imposé par le gouvernement qui nous suspend à ses annonces, à ses mensonges et à ses mesures autoritaires.

A côté de ça, comme si ça ne suffisait pas, le gouvernement agit aussi sur le fond : il prend appui sur la crise sanitaire pour dérouler son projet.

C'est visible dans l'éduc, Blanquer trouve dans la situation un véritable effet d'aubaine pour imposer des réformes à contre courant de la démocratisation du système éducatif.

C'est visible aussi sur l'assurance chômage : Macron a finalement décidé de mener à bien cette réforme, en pleine crise sociale, alors que des milliers de travailleurs et de travailleuses sont aujourd'hui dans une grande précarité, et en sachant qu'il va encore l'aggraver avec sa réforme. C'est une honte !

Et c'est visible enfin sur d'autres points, tout ce qui touche à nos libertés et tout ce qui vise à réprimer le mouvement social (en s'en prenant, au passage, aux musulmans) à travers les deux lois liberticides, la loi Sécurité globale et celle qui conforte le respect des principes républicains.

L'accumulation de toutes ces mesures conduit à une vraie détestation de l'exécutif : un exécutif incapable d'assurer notre protection sur le plan sanitaire, qui dégrade les droits sociaux, qui plonge une part importante de la population dans la précarité, voire la pauvreté et qui s'attaque à toutes nos libertés !

La détestation, elle est palpable dans l'éducation, où les personnels ne supportent plus les mensonges et le mépris de Blanquer, palpable aussi dans le supérieur, contre la ministre Vidal, idem dans la Culture où les mobilisations s'ancrent sur le terrain, et les occupations de lieux de culture se multiplient.

Oui, il y a plein de mobilisations : on observe une sorte d'ébullition, de petits bouillons, la situation est inflammable.

Alors dans ce contexte, la question de la responsabilité syndicale est posée : la situation est contrastée, la population est à la fois empêchée d'agir (principalement pour des raisons sanitaires) et on sent en même temps que l'opposition augmente, que la contestation s'amplifie.

Pour la FSU, dans cette période difficile, il ne faut rien lâcher. Les collègues comptent sur nous, et dans ce contexte où les travailleur-euses sont particulièrement attaqué-es dans leurs droits et leurs conditions de travail, le syndicalisme est plus que jamais une ressource.

Tous les cadres collectifs dans lesquels nous sommes investi-es vont nous permettre de travailler au rassemblement des forces d'opposition au néolibéralisme : je pense notamment à PJC, au niveau national comme local, avec les collectifs ancrés dans les territoires, cadre dans lequel nous travaillons à la fois les questions écologiques et sociales. Autres cadres collectifs, ceux avec lesquels nous combattons les deux lois liberticides et qui appellent aux manifestations le 20 mars : là encore il faut poursuivre en cherchant à mobiliser largement autour de nous. Il faut aussi poursuivre le travail amorcé avec nos partenaires, CGT et Solidaires, pour envisager l'avenir du syndicalisme, en le confortant.

Comme je l'ai dit plus tôt, on n'est sans doute pas à la veille d'une explosion sociale, mais les ingrédients sont là, et ça infuse, à petits bouillons : à nous d'alimenter l'ébullition, d'entretenir la flamme...

On nous rebat les oreilles avec un prétendu duel Macron-Le Pen, et on essaie de nous enfermer dans un débat déjà clos, et de nous empêcher encore une fois d'agir : mais les choses ne se jouent pas dans 14 mois, elles se jouent au quotidien, et ça passe par l'affrontement avec ce gouvernement. Nous devons montrer la vérité des prix sur la politique qu'il mène sur les SP, par exemple, entre le discours et les actes. Dénoncer l'affaiblissement continu des SP, voire leur abandon. Nous pouvons mener campagne sur ce sujet, et associer les usager-es, pour sensibiliser l'opinion publique sur la nécessité de renforcer la santé, mais aussi l'éducation, deux services publics au rôle central pendant l'épidémie, « essentiels » donc, et pourtant maltraités. C'est dès maintenant que nous pouvons peser sur

La contestation s'amplifie, ne lâchons rien !

les choix politiques à venir, en combattant sans réserve la politique mise en oeuvre par ce gouvernement, en ne lâchant rien. C'est ainsi que nous mettrons toutes les chances de notre côté pour espérer une nouvelle donne pour la suite. Et comme on l'a dit, de nombreuses mobilisations existent déjà, nous ne partons pas de rien.

Véronique Ponvert